



Améliorer et sécuriser l'accès à la ville de Ménaka

21 mars 2024

Situation sécuritaire alarmante

Depuis 2 ans, la Région de Ménaka endure une **grave crise sécuritaire** rendant son accès de plus en plus difficile. La situation sécuritaire est marquée par des attaques contre les populations civiles, des vols de plusieurs milliers de bétail, des intimidations, la destruction des habitations par les Groupes armés non étatiques (GANE) dans le grand Sahara ainsi que la présence d'Engins explosifs improvisés (EEI) et des Restes des engins de Guerre (REG). Ces attaques ont provoqué un **déplacement massif des populations** à l'intérieur et à l'extérieur de la région de Ménaka. Depuis mars 2022, la situation s'y est considérablement dégradée avec près de 70.000 déplacés internes, fuyant les alentours de Anderhaboucane, Tindermane et Inekar pour rejoindre la ville de Ménaka et ses environs.

Accès humanitaire limité

La difficulté d'accès à la ville renforce la vulnérabilité des communautés, accroît les besoins humanitaires et porte préjudice à la délivrance de l'aide par les acteurs humanitaires. Toutes les voies d'approvisionnement vers Ménaka ne sont plus praticables depuis le mois de décembre 2023

L'accès du personnel humanitaire par voie aérienne à Ménaka, assurant l'essentiel du déploiement de l'aide humanitaire, est aujourd'hui quasiment à l'arrêt. En effet, alors que l'acheminement de l'aide se faisait en grande partie via les vols UNHAS, ces derniers ont été longuement ralentis voire suspendus. Seuls 3 vols humanitaires ont pu être opérés entre décembre 2023 et mars 2024. Une timide reprise de ces vols a été constatée au cours de la semaine du 5 février 2024.

Par ailleurs, l'approvisionnement de la région de Ménaka par la route a été rendu impossible au cours du dernier trimestre 2023 à la suite d'un blocus initié par les GANE.

Besoins humanitaires urgents¹

Très tôt les organisations humanitaires se sont mobilisées pour apporter une aide d'urgence aux déplacés. Néanmoins, l'inaccessibilité actuelle de la ville de Ménaka par voie terrestre et aérienne a aujourd'hui pour conséquence immédiate la **limitation ou l'échec de la délivrance de l'aide** aux personnes déplacées dans le besoin ainsi qu'aux communautés hôtes. Les **réserves alimentaires** disponibles sont insuffisantes pour nourrir les nouveaux arrivants et les communautés hôtes. Le blocus sur la région a provoqué une augmentation préoccupante des **prix** des denrées de première nécessité. A titre d'exemple, le kilogramme de riz qui se vendait à 350f est passé à 1.500F, le kilogramme de mil est passé de 220F à 1.000F. Le prix du carburant s'est envolé à 2.500 FCFA le litre contre 1.000 précédemment.

Outre une **sécurité alimentaire alarmante**, les secteurs les plus touchés par cette situation sont la **nutrition, l'eau, l'hygiène et l'assainissement (WASH), les abris, la protection, l'éducation et la santé**. Après deux années de crise, les indicateurs de protection, de nutrition et de sécurité alimentaire sont

¹ 63% des ménages expriment que les installations sanitaires ne sont pas propres et 43% des ménages expriment que les installations sanitaires ne fonctionnent pas ou sont pleines. ([REACH](#) informing more effective humanitarian action)



toujours préoccupants : selon l'enquête SMART d'octobre 2023, 4,5% des enfants souffraient de malnutrition aiguë sévère (MAS) tandis que 18,6% des enfants sont confrontés à la malnutrition chronique. Le dernier cadre harmonisé² indique une situation de catastrophe à Ménaka avec 2 575 personnes en phase 5.

Si rien n'est fait dans l'immédiat pour assurer un meilleur accès à la ville de Ménaka et pour répondre à la couverture immédiate des besoins, les conséquences seront nombreuses :

- La non-assistance humanitaire à environ 57 931³ personnes étant donné l'impossibilité de convoier les équipes et d'acheminer des intrants ;
- Risque avéré de pertes humaines, notamment des enfants et des femmes ;
- Risque d'abus et d'autres incidents de protection ;
- Risque d'arrêt total des opérations voire la fermeture des bureaux des acteurs humanitaires.

Afin d'éviter la réalisation de cette situation inquiétante et sur la base des informations récoltées auprès des ONG Internationales membres travaillant à Ménaka, nous recommandons :

Au Gouvernement :

- Assurer une meilleure sécurisation des pistes d'atterrissage pour une reprise durable et régulière des vols UNHAS ;
- Créer les conditions permettant l'approvisionnement du marché local.

A UNHAS :

- Augmenter le nombre de vols sur Ménaka afin d'atteindre au moins deux vols par semaine, et les maintenir sur la durée.

A OCHA :

- Entamer les négociations avec les autorités régionales et le PAM afin de sécuriser l'aérodrome par une clôture grillagée ;
- Procéder à la mise à jour des besoins humanitaires dans la ville et sites des déplacés de Ménaka et plaider pour plus de ressources ;
- Redynamiser le groupe nexus afin d'intégrer la résilience dans les stratégies de réponse à Ménaka et promouvoir des solutions durables ;
- Susciter la participation des FAMAs aux rencontres de la CMcoord.

Aux Donateurs

- Assurer une aide d'urgence spéciale pour Ménaka pour couvrir les besoins ;
- Assurer le financement de la résilience dans un contexte de déplacement prolongé des populations ;
- Mettre l'impératif humanitaire au cœur de la stratégie de financement.

² Cadre harmonisé mars 2024

³ DTM Mali - décembre 2023